



## Les médecins exigent une intervention médicale «urgente» pour sauver la vie de Julian Assange

Par [Laura Tiernan](#)

Mondialisation.ca, 27 novembre 2019

[WSWS](#) 25 novembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Plus de 65 éminents médecins du Royaume-Uni et du monde entier ont publié une lettre ouverte qui appelle à une action urgente pour protéger la vie du fondateur de WikiLeaks, le journaliste Julian Assange.

Les médecins avertissent qu'il pourrait y avoir de graves conséquences si l'on ne transfère pas Assange de la prison de Belmarsh à un hôpital universitaire d'enseignement où il peut être examiné et une équipe médicale spécialisée pourrait le traiter.

«S'il n'y avait pas d'examen et de traitement aussi urgent, écrivent-ils, nous avons de réelles inquiétudes, au vu des preuves actuellement disponibles, que M. Assange puisse mourir en prison. La situation médicale est donc urgente. Il n'y a pas de temps à perdre.»

Leur lettre est adressée à Priti Patel, ministre de l'Intérieur du Royaume-Uni, et une copie en a été adressée à Diane Abbott, ministre de l'Intérieur fantôme du Parti travailliste.

L'intervention extraordinaire des médecins au milieu des élections générales britanniques coïncide avec une vague d'opposition populaire à la persécution implacable d'Assange par l'État. Le journaliste d'origine australienne risque l'extradition vers les États-Unis et une peine de 175 ans de prison pour avoir dénoncé des crimes de guerre américains en Irak et en Afghanistan.

Le Dr Stephen Frost, spécialiste en radiologie diagnostique, a commencé à rédiger la lettre ouverte avec ses collègues à la fin octobre. Il a été poussé à agir après avoir lu le récit poignant de la comparution d'Assange le 21 octobre devant le tribunal de première instance de Westminster, à Londres, rédigé par Craig Murray, ancien diplomate et lanceur d'alerte britannique.

«J'étais choqué», se souvient Frost. «En tant que médecin, j'ai soudain réalisé que les choses étaient bien pires que ce que je pensais et que je devais faire quelque chose.»

Les signataires ont appuyé les conclusions sur Assange du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer. Melzer a visité Assange à la prison de Belmarsh avec deux experts médicaux le 9 mai. Son équipe a découvert qu'Assange souffrait des effets d'une «torture psychologique» prolongée après près d'une décennie de détention arbitraire et de persécution de l'État.

Le 1er novembre, Melzer a averti: «L'exposition continue de M. Assange à l'arbitraire et aux abus pourrait bientôt lui coûter la vie.»



Dr. Stephen Frost

Frost a dit que l'intervention de Melzer avait été critique. «Il a fait son travail sans peur et on ne l'a pas respecté. Mais c'était un expert dans son domaine et nous respectons son opinion. Vous pouvez discerner quand quelqu'un dit la vérité.»

Des médecins de haut niveau du Royaume-Uni, de Suède, des États-Unis, d'Australie, d'Allemagne, d'Italie et du Sri Lanka ont signé la lettre ouverte. Il s'agit notamment de psychiatres, de psychologues cliniciens, de neurologues, de chirurgiens et de médecins généralistes de renom.

«Les médecins ont l'obligation professionnelle de signaler les cas suspectés de torture dont ils ont connaissance, où qu'ils se produisent», écrivent les signataires. «Ce devoir professionnel est absolu et doit être accompli sans égard au risque pour les médecins déclarants.»

La lettre présente une chronologie de la détérioration de la santé d'Assange à l'intérieur de l'ambassade équatorienne, le gouvernement britannique lui refusant à plusieurs reprises l'accès aux soins hospitaliers. En décembre 2015, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a conclu que «la santé de M. Assange aurait pu se détériorer à un tel point qu'une simple maladie superficielle aurait mis sa santé en danger.»

La chronologie médicale de la lettre se termine avec la spirale descendante actuelle d'Assange à l'intérieur de Belmarsh. Les signataires font part de leurs «graves inquiétudes» quant à l'aptitude d'Assange à subir son procès en février 2020. Les audiences d'extradition américaines, qui dureront une semaine, débuteront le 24 février, et Assange sera toujours confiné dans la «salle de santé» de la prison de Belmarsh, décrit par les prisonniers comme la «salle de l'enfer».

Un addendum à la lettre ouverte fait état d'un «climat de peur et d'intimidation entourant la fourniture de soins médicaux à M. Assange». Il fait état d'un expert psychologique qui s'est plaint de «difficultés à trouver des médecins qui étaient prêts à examiner M. Assange» en raison de leur crainte de représailles de la part du gouvernement. Les signataires concluent: «Que tout cela se passe au cœur de Londres depuis de nombreuses années est une source de tristesse et de honte pour beaucoup d'entre nous.»

Par leur lettre ouverte, les médecins britanniques et internationaux refusent d'être réduits

au silence. Ils ont honoré leurs obligations professionnelles et pris une position courageuse pour protéger la vie de Julian Assange.

Comme l'a dit le Dr Frost au World Socialist Web Site, «Parfois en médecine, comme dans d'autres domaines de la vie, des situations extraordinaires ne peuvent être résolues qu'en faisant un saut éclairé dans l'inconnu et en cherchant des solutions extraordinaires.»

La lettre ouverte est publiée ici. Les médecins du monde entier peuvent ajouter leur nom à la liste actuelle des signataires en contactant: [doctors4assange@gmail.com](mailto:doctors4assange@gmail.com)

Déclarations des signataires

**Dr Stephen Frost, spécialiste en radiologie diagnostique (Stockholm, Suède):**

«Nous devons d'abord sauver la vie de Julian Assange, puis nous devons protéger sa santé, au moins dans la mesure du possible. Ensuite, nous pourrions tous discuter de la façon dont pas moins de cinq États — le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Australie, la Suède et l'Équateur — ont délibérément et cruellement conspiré contre un être humain.»

«Nous sommes d'accord avec l'évaluation de Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, selon laquelle Julian Assange a été "torturé psychologiquement" dans le centre de Londres, en tous lieux. Nous laisserons à d'autres le soin de déterminer avec précision comment et pourquoi cela a pu se produire.»

«Partout dans le monde, les gens s'attendent à ce que le Royaume-Uni fasse ce qu'il faut, même si c'est tardivement. Si le gouvernement britannique ne tient pas compte des avertissements des médecins et qu'il persiste dans son comportement imprudent, dangereux et cruel actuel, les gens du monde entier demanderont à juste titre que les responsables soient tenus responsables. Nous disons que la situation est urgente sur le plan médical et qu'il ne faut pas qu'elle perdure. Il n'y a pas de temps à perdre. La torture doit cesser MAINTENANT.»

**Dr Sue Wareham OAM, médecin généraliste à la retraite (Australie):**«Julian Assange, comme les autres détenus, a droit à des soins de santé adéquats, ce qui, d'après le témoignage de plusieurs observateurs expérimentés, lui est refusé. C'est totalement inacceptable et c'est tourner en dérision tout semblant de justice ou d'application régulière de la loi. Il est impératif qu'il reçoive des soins de santé complets et en temps opportun pour tout problème de santé physique et mentale.»



*Dr. Sue Wareham*

«De nombreux Australiens sont alarmés par l'abandon apparent de Julian Assange par notre gouvernement, ce qui est d'autant plus honteux que la santé d'Assange se détériore. Il semble que le gouvernement se soucie davantage de cacher les allégations de crimes de guerre, comme les incidents qu'Assange a contribué à mettre au jour, que d'enquêter sur ceux-ci.»

«Les personnes accusées de crimes de guerre ou impliquées dans des crimes de guerre devraient être traduites en justice, plutôt que celles qui fournissent des preuves. Alors que le gouvernement australien et d'autres gouvernements mentent au sujet des guerres désastreuses et d'autres événements honteux dans lesquels notre nation est impliquée, et utilisent la "sécurité nationale" comme prétexte de base du secret gouvernemental, les citoyens ordinaires comptent de plus en plus sur les leveurs d'alerte pour documenter des vérités que le public a le droit de connaître. Les leveurs d'alerte doivent être protégés, pas punis.»

**Andrew Samuels, professeur de psychologie analytique, Université d'Essex (récemment retraité); ancien président du UK Council for Psychotherapy (2009-2012) (Royaume-Uni):** «Ces psychothérapeutes, comme moi, qui travaillent avec des personnes qui ont été politiquement traumatisées, savent bien que ce sont les préjudices collectifs, gouvernementaux, les calomnies, les atteintes à la réputation, l'isolement et la torture physique qui sapent la confiance en soi et le bien-être physique.»



*Professeur Andrew*

*Samuels*

«Imaginez comment il est pour Assange de croire qu'il est considéré par tous comme un homme mauvais, comme hors de l'humanité. Le fait de savoir qu'il existe, au contraire, un soutien et une compréhension éclairés et bien fondés de la part des professionnels de la santé mentale et d'autres personnes est en soi thérapeutique.»

**Dr Lissa Johnson PhD, psychologue clinicienne (Australie):** «Dans l'état actuel des choses, de sérieuses questions entourent non seulement les conséquences sanitaires pour M. Assange de ses conditions de détention, mais aussi son aptitude médicale à subir son procès et à préparer sa défense. Une évaluation médicale indépendante par un spécialiste indépendant est donc nécessaire pour déterminer si Julian Assange est médicalement apte à l'une de ses procédures judiciaires en cours.»



Lissa Johnson

psychologue clinicienne

«Conformément à son engagement en faveur des droits de l'homme et de l'État de droit, le gouvernement britannique doit tenir compte de l'avertissement urgent des professionnels de la santé du monde entier et transférer Julian Assange dans un hôpital spécialisé et compétent, avant qu'il ne soit trop tard.»

«Les signataires de cette lettre ouverte refusent d'être réduits au silence et se tiennent ouvertement aux côtés des nombreuses autorités médicales et de défense des droits de l'homme qui ont appelé, de manière répétée et urgente, à mettre fin à la dangereuse négligence médicale de Julian Assange.»

**Laura Tiernan**

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 25 novembre 2019

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Laura Tiernan](#), [WSWS](#), 2019

Articles Par : **[Laura Tiernan](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)